

**MADELEINE BIEGUENG**

Expert Comptable

Inscrit au tableau de l'Ordre de Paris

Commissaire aux Comptes

Membre de la Compagnie Régionale de Paris

# **ASSOCIATION TREMBLAYSIENNE POUR LE CINEMA**

*Association régie par la loi du 1er Juillet 1901*

*SIEGE SOCIAL : 29 BIS AVENUE DU GENERAL DE GAULLE  
93290 TREMBLAY EN FRANCE*

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022**

## **A.T.C**

Association régie par la loi du 1er Juillet 1901

**SIEGE SOCIAL :** 29 BIS AVE. DU GAL DE GAULLE  
93290 TREMBLAY EN FRANCE

### **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2022**

Aux Adhérents,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par l'Assemblée Générale, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Tremblaysienne pour le Cinéma relatifs à l'exercice clos le 31/12/2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Conformément à la possibilité ouverte aux micro-entreprises par l'article L. 123-16-1 du code de commerce, ces comptes ne comprennent pas d'annexe.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association A.T.C à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombe en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie «Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

##### **Indépendance**

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier à la date d'émission de mon rapport, et notamment je n'ai pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

#### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations je n'ai pas connaissance les appréciations qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Association régie par la loi du 1er Juillet 1901

**SIEGE SOCIAL :** 29 BIS AVE. DU GAL DE GAULLE  
93290 TREMBLAY EN FRANCE

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérification spécifiques**

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux Adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association Tremblaysienne pour le cinéma à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :



- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ; il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Tremblay-en-France, le 3 octobre 2023

**Madeleine BIEGUENG**  
Commissaire aux Comptes



## BILAN

## Actif

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	3 871	2 731	1 140	1 716
Immobilisations corporelles	673 645	649 920	23 725	40 383
Immobilisations financières	3 000		3 000	3 000
<b>Actif immobilisé</b>	<b>680 516</b>	<b>652 651</b>	<b>27 865</b>	<b>45 099</b>
Stocks de matières premières, approvisionnements, en cours de production				
Stock de marchandises	911		911	2 293
Avances et acomptes versés sur commandes	22 969		22 969	199
Créances clients et comptes rattachés	28 139	1 092	27 047	13 335
Autres créances	25 546		25 546	23 652
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	216 731		216 731	395 994
Charges constatées d'avance	8 151		8 151	3 823
<b>Actif circulant</b>	<b>302 446</b>	<b>1 092</b>	<b>301 354</b>	<b>439 296</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>982 962</b>	<b>653 743</b>	<b>329 219</b>	<b>484 395</b>

## Passif

Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Capital social ou individuel		
Ecarts de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
<i>Dont réserve relative à l'achat d'œuvres originales d'artistes vivants</i>		
Report à nouveau	194 136	171 597
Résultat de l'exercice	(191 737)	22 539
Provisions réglementées	69 829	68 050
<b>Capitaux propres</b>	<b>72 228</b>	<b>262 185</b>
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>60 000</b>	
Autres emprunts et dettes assimilées	187	174
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	14 473	32 472
Fournisseurs et comptes rattachés	69 607	85 118
Autres dettes	112 724	104 446
<i>Dont comptes courants d'associés de l'exercice N</i>		
Produits constatés d'avance		
<b>Dettes</b>	<b>196 991</b>	<b>222 210</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>329 219</b>	<b>484 395</b>

## COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Export	Montant N	Montant N-1
Ventes de marchandises		6 834	1 993
Production vendue de biens			
Production vendue de services		224 974	114 590
Production stockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation reçues		573 051	606 176
Autres produits		32 561	128 227
<b>Produits d'exploitation</b>		<b>837 421</b>	<b>850 987</b>
Achats de marchandises (y compris droits de douane)		4 246	537
Variations de stock de (marchandises)		1 382	(103)
Achats de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			
Autres charges externes		213 361	157 872
Impôts, taxes et versements assimilés		10 228	8 107
Rémunération du personnel		552 899	504 693
Charges sociales		183 129	137 143
Dotations aux amortissements		18 356	18 463
Dotations aux provisions		60 000	1 092
Autres charges		3 720	18 112
<b>Charges d'exploitation</b>		<b>1 047 320</b>	<b>845 916</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>(209 900)</b>	<b>5 071</b>
<b>Produits financiers</b>		<b>35</b>	<b>13</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		<b>18 170</b>	<b>43 421</b>
<b>Charges financières</b>			
<b>Charges exceptionnelles</b>		<b>42</b>	<b>25 966</b>
<b>Impôts sur les bénéfices</b>			
<b>BÉNÉFICE OU PERTE</b>		<b>(191 737)</b>	<b>22 539</b>